



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Luxembourg, le - 7 AOUT 2019

Administration des Bâtiments Publics
Monsieur le Directeur Jean Leyder
10, rue du St Esprit
L-1475 LUXEMBOURG

N/Réf.: 93510 CD/nb-gp
V/Réf.: 9354628

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre requête du 16 mai 2019 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour la stabilisation du mur d'enceinte et de soutènement du jardin du Château de Schoenfels, dans la zone « Bereich 1 - Abschnitt 1a », sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de MERSCH: section H de SCHOENFELS (Rue du Village), sous le numéro 46/1074, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. Les travaux seront réalisés sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Mersch, section H de Schoenfels, sous le numéro 46/1074 située au lieu-dit « Jardin du Château de Schoenfels », conformément à la condition 2 de la décision ministérielle du 17 mars 2015 portant la référence 82022 et conformément à la demande et au dossier soumis.
2. La stabilisation du mur sera réalisée conformément à la partie écrite de la décision 82022 du 17 mars 2015, notamment la mesure M15 (page 19 de la partie écrite ; extrait en annexe), et se feront selon les règles de l'art.
3. Les travaux se limitent à la section « Bereich 1 – Abschnitt 1a » sur une longueur de 15 m, comme décrit dans le rapport « Constructions en maçonnerie historique – murs d'enceintes et de soutènement, Cartographie et première évaluation Site du Château de Schoenfels », élaboré par le bureau HLG Ingénieurs-Conseils datant du juin 2018.
4. La végétation ligneuse sur le mur sera conservée pour autant qu'elle ne gêne pas directement les travaux.
5. Les travaux sur les murs seront réalisés en dehors de la période de reproduction et d'hibernation de la faune herpétologique (fin été-début automne).
6. Pendant la durée du chantier et de la restauration des sites touchés par le projet, le responsable du chantier se concertera avec le préposé de la nature et des forêts pour l'exécution des conditions imposées.
7. Le préposé de la nature et des forêts (M. GILSON Guy, tel : 621 202 120) sera averti avant le commencement des travaux.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations éventuellement requises.

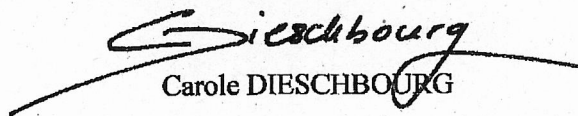
En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant

3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 3 mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable


Carole DIESCHBOURG

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-OUEST
- Commune de MERSCH